

5 avril 2006, Ottawa

Allocution à l'occasion de la réponse au Discours du Trône

Merci, Monsieur le Président, de cette occasion qui m'est offerte de répondre au discours du Trône, prononcé hier par Son Excellence la gouverneure générale.

Le contexte du discours du Trône

Monsieur le Président, le 23 janvier 2006, les Canadiennes et les Canadiens ont voté pour le changement. Ils ont en grand nombre rejeté treize années de scandales et d'inaction. Ils ont indiqué clairement qu'ils ne se satisfaisaient plus du statu quo. Ils ont dit aux politiciens qu'il est temps pour le gouvernement fédéral de suivre une nouvelle feuille de route et de changer à jamais son mode de fonctionnement. Et ils ont demandé à notre parti de prendre la direction de ces changements attendus depuis si longtemps.

Monsieur le Président, le thème principal de ce discours du Trône est le vrai changement. Du changement pour faire le vrai ménage à Ottawa. Du changement pour offrir de vrais résultats aux travailleurs ordinaires et à leurs familles. Du changement pour bâtir un Canada fort, uni, indépendant et libre. Et nous répondrons à cette demande de vrai changement. Certains ne veulent toujours pas voir les changements survenir. J'ai regardé hier le nouveau leader de l'opposition et écouté attentivement son discours. Vous savez, j'aime vraiment bien le député du Centre de Toronto. C'est un homme impressionnant, qui a une grande intelligence et un amour authentique pour ce pays. Mais à l'entendre parler, vous croiriez qu'il n'y a pas eu de 23 janvier. Car si l'honorable député a passé beaucoup de temps à critiquer les plans du présent gouvernement, il a omis de reconnaître publiquement et d'accepter le message que les Canadiennes et les Canadiens ont transmis à son gouvernement.

Par exemple, il n'a jamais reconnu qu'il y avait eu gaspillage, mauvaise gestion et corruption, et on ne s'en est jamais excusé. Il n'y a eu aucune excuse pour la campagne de peur menée par l'honorable député du parti, parti qui, j'ajouterais, a été le seul à ne baser sa plateforme que sur ce à quoi il s'opposait. Pire encore, rien n'indiquait à quel moment les contribuables canadiens – y compris ceux du Québec – pouvaient s'attendre à retrouver les dizaines de millions de leurs dollars dilapidés dans le cadre du scandale des commandites.

L'honorable député semble avoir oublié une chose : si les treize dernières années ont été bonnes pour les initiés et les amis du Parti libéral qui ont avancé grâce à l'argent des contribuables. La vie n'a pas toujours été aussi facile pour les Canadiennes et Canadiens moyens – dont un grand nombre s'est trouvé à travailler de plus longues heures, à payer davantage d'impôt, et incapable d'avancer. Cela, Monsieur le Président, est tout simplement insuffisant. C'est insuffisant pour le présent gouvernement. C'est insuffisant pour cette Chambre. Et c'est certainement insuffisant pour les Canadiennes et les Canadiens moyens qui travaillent dur, paient leurs impôts et observent les règlements. Et c'est certainement insuffisant pour ce pays.

Alors je fais la suggestion qui suit aux députés de l'opposition libérale. Avant de critiquer, avant de se plaindre et avant de critiquer les tentatives réelles : de faire le ménage à Ottawa, d'aider les familles qui travaillent fort et de rendre notre pays plus fort et uni, dites honnêtement aux Canadiennes et aux Canadiens où sont les millions manquants. Dites-leur

où ils sont allés et ayez la décence de les rembourser. Je proposerais donc aux députés de l'opposition que, avant de blâmer les autres, avant de se plaindre et avant de critiquer les honnêtes tentatives : de nettoyer le gouvernement, d'aider les familles qui travaillent, de rendre notre pays plus fort, uni, indépendant et libre, d'avouer franchement aux Canadiennes et aux Canadiens que des millions ont été perdus. De leur dire où ils sont passés et d'avoir la décence de les rembourser.

Les défis à venir

Monsieur le Président, notre gouvernement se tournera vers l'avenir et non vers le passé. Et nous mettrons carrément l'accent sur les nombreux défis que doivent relever les Canadiennes et les Canadiens qui travaillent alors qu'ils se débattent : Pour joindre les deux bouts, Pour aider leurs enfants à prendre un bon départ dans la vie, Pour bâtir un Canada fort, prospère et uni – qui soit l'envie du monde entier. Il y aura des défis : remplacer la culture de la corruption et du « tout m'est dû » qui a fleuri sous le précédent gouvernement par une culture de l'imputabilité.

Faire des coupures d'impôts afin que les Canadiennes et les Canadiens puissent disposer d'un peu plus d'argent pour payer les nécessités de la vie. Rendre nos collectivités plus sûres pour que les gens ne soient pas victimes de crimes violents à la sortie de l'école, dans les magasins ou au travail. Aider les familles à composer avec les différentes pressions qui pèsent sur eux, par exemple celle de trouver un équilibre entre l'éducation de leurs enfants et la nécessité de gagner sa vie. Et la tâche difficile de rétablir la réputation du fédéralisme au Québec et de reconstruire l'influence du Canada dans le monde.

Relever les défis

Ce sont là certains des défis auxquels nous faisons face. Et nous sommes prêts à nous y atteler. Nous avons un plan. Nous avons des priorités. Et les Canadiennes et les Canadiens sont avec nous.

Le Plan

Monsieur le Président, au cours de la récente élection, nous avons énoncé nos priorités et un plan destiné au changement. Les Canadiennes et les Canadiens ont indiqué clairement qu'ils appuient le changement. Et ils veulent que nous agissions. Les Canadiennes et les Canadiens en ont assez d'un gouvernement sans orientation, de réunions sans fin et d'une culture politique du tout m'est dû. Et ils veulent qu'Ottawa tourne la page. En se penchant sur les besoins des Canadiennes et des Canadiens ordinaires et honnêtes, plutôt qu'en permettant à quelques amis du régime de s'enrichir.

Monsieur le Président, nous avons entendu les Canadiennes et les Canadiens. Et nous avons l'intention de réaliser ce que nous avons promis. En suivant une nouvelle feuille de route – pas une – mais cinq, afin que nous puissions bâtir un Canada qui fonctionne pour tous les Canadiens et les Canadiennes et non seulement pour une poignée de privilégiés.

Rendre le gouvernement fédéral plus imputable

Par où commencer? Eh bien, la première feuille de route que nous avons l'intention de suivre nous amènera à mettre fin aux 13 années de gaspillage, de mauvaise gestion, de tergiversations et de corruption qui ont caractérisé le gouvernement précédent. Pour régler le problème, nous allons nettoyer le gouvernement fédéral et le rendre plus imputable et

transparent grâce à la nouvelle Loi fédérale sur l'imputabilité. La Loi donnera davantage de pouvoirs aux divers agents indépendants du Parlement, dont la vérificatrice générale. Ils seront en mesure : de tenir le gouvernement responsable, de faire en sorte que les trente et quelques milliards de dollars accordés par le fédéral sous forme de subventions, de contributions et de contrats le soient de façon équitable et que les contribuables en aient pour leur argent. La Loi fédérale sur l'imputabilité offrira également une vraie protection aux fonctionnaires et aux autres citoyens qui veulent dénoncer des comportements illégaux ou non conformes à l'éthique qu'ils observent au gouvernement fédéral. Les Canadiennes et les Canadiens pourront mieux examiner les mécanismes gouvernementaux grâce à des améliorations à la Loi sur l'accès à l'information. De plus, nous ferons en sorte que toutes les nominations publiques soient équitables et fondées sur le mérite et les compétences. À cette fin, nous créerons une commission des nominations publiques. En nous inspirant de l'action menée par René Lévesque au Québec il y a trente ans, nous mettrons fin à l'influence induite des grands contributeurs aux partis politiques fédéraux : en interdisant tous les dons des sociétés et des syndicats, en empêchant les députés et les candidats d'ouvrir des fonds en fiducie personnels et secrets et en plafonnant les dons de particuliers à des partis politiques fédéraux à 1 000 \$ par an. On mettra ainsi fin aux cocktails à 5 000 \$ où les grands donateurs étaient invités à faire du lobbying auprès du Premier ministre.

Nous avons en outre l'intention d'éliminer la culture des lobbyistes initiés qui a fleuri sous le régime précédent. – en interdisant à tous les anciens ministres et leurs employés, ainsi qu'aux fonctionnaires de faire du lobbying pendant cinq ans auprès du gouvernement fédéral, – en exigeant un rapport complet des contacts entre les lobbyistes et les ministres ou les hauts fonctionnaires, Et en imposant des sanctions sévères en cas de contravention à la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes. Et nous assainirons le système de passation de marchés du gouvernement fédéral. En donnant à la vérificatrice générale le pouvoir d'examiner les subventions, contributions et contrats fédéraux et de faire le suivi des subventions accordées.

Coupures d'impôts

Mais nettoyer Ottawa n'est qu'une des nouvelles feuilles de route que nous devons suivre. Nous devons tourner la page pour ce qui est des impôts imposés aux Canadiennes et aux Canadiens. Depuis quelque temps en vérité, Ottawa taxe trop les Canadiennes et les Canadiens. Il enlève trop d'argent à l'économie. Souvent, il ne contrôle pas ses dépenses. Et même après que des milliards de dollars aient été gaspillés, mal gérés ou volés, il en reste encore dans les excédents récoltés par une fiscalité excessive. Les Canadiennes et les Canadiens qui travaillent dur méritent une pause. Ils travaillent de plus longues heures, paient davantage d'impôts et économisent moins. Les Canadiennes et les Canadiens en ont assez d'être surtaxés. Et nous sommes d'accord avec eux. Voilà pourquoi nous devons offrir aux Canadiennes et aux Canadiens un allègement fiscal de vaste portée, en commençant par la TPS. Nous réduirons immédiatement la TPS de 7 % à 6 % – et finalement à 5 %. Tout cela est logique puisque la TPS est la seule taxe que chaque Canadienne et chaque Canadien doit payer même s'ils ont un salaire très bas. Alors une réduction de la TPS profite à tout le monde – notamment les personnes qui ne gagnent pas suffisamment d'argent pour payer de l'impôt sur le revenu et qui ne bénéficieraient pas du tout d'une baisse de leur taux d'imposition personnel.

L'idée est de permettre aux Canadiennes et aux Canadiens d'avoir un peu plus d'argent pour répondre à leurs besoins essentiels et économiser pour payer leurs dépenses familiales. Laissez moi assurer la Chambre que lorsque le gouvernement présentera l'une ou l'autre des mesures fiscales, chaque famille canadienne s'en trouvera mieux.

Monsieur le Président, avant de passer à un autre sujet, nous ne devons pas oublier que treize années de mauvaise gestion, de scandales et d'inaction ont laissé en bien mauvais état certains segments de notre économie. Cela est particulièrement vrai pour ceux qui travaillent dans nos secteurs des ressources naturelles, comme nos laborieux agriculteurs – dont beaucoup s'en sortent à peine. Ces gens méritent d'être aidés et ils le seront. Ce ne sera pas facile. Il n'y a pas de remèdes miracle – mais nous sommes résolus à les aider à récupérer d'années de négligence de la part du gouvernement fédéral et à offrir un avenir à long terme à leur industrie.

Renforcer les familles

Mais nous n'avons pas fini. Nous devons aussi suivre une nouvelle feuille de route pour ce qui est de la façon dont le gouvernement fédéral aide les familles. Monsieur le Président, la famille canadienne est le fondement sur lequel notre société est bâtie et elle représente encore ce qu'il y a de mieux dans ce pays. Mais il est vrai que beaucoup de familles n'ont jamais subi autant de pressions qu'aujourd'hui. Pour les aider, nous allons offrir aux parents un choix réel pour la garde de leurs enfants de façon à ce qu'ils puissent trouver un meilleur équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie personnelle. Il s'agit d'aider les parents à payer pour des services qui sont le plus utiles pour eux et non pour certains bureaucrates ou groupes d'intérêts à Ottawa. Nous savons que chaque famille est différente. Ce qui fonctionne pour l'une ne fonctionne pas nécessairement pour d'autres.

À cette fin, nous donnerons à chaque famille 1 200 \$ par an pour chaque enfant de moins de six ans. Elles pourront utiliser cette allocation comme elles l'entendent pour faire garder leurs enfants. Ils pourraient choisir une garderie publique ou privée. Ou l'enfant pourrait être gardé par une voisine. Ou quelqu'un de la famille. Ou par n'importe quel autre moyen qui leur convient le mieux. Nous allons aussi offrir des incitatifs financiers pour aider les employeurs et les associations communautaires à créer des milliers de places en garderie, soit sur les lieux de travail ou dans la collectivité. L'effet conjugué de ces mesures devrait être une bénédiction pour de nombreux parents canadiens, qui recevront un véritable soutien financier, au lieu de voir l'argent passer des mains d'un politicien à un autre. Et il en résultera de nouvelles places bien réelles dans les garderies. Contrairement à ce qui s'est produit sous le gouvernement antérieur, qui a dépensé des milliards de dollars en promettant l'accès facile à des places en garderie gratuites.

Mais ce système et ces places en garderie – gratuites ou pas – ne se sont jamais manifestées. Notre gouvernement offre 1 200 \$ par année. N'écoutez pas ceux qui n'offriraient rien aux familles. Notre gouvernement propose des incitatifs financiers réels pour permettre l'établissement de 125 000 places dans des garderies sur les lieux de travail. N'écoutez pas ceux qui veulent se contenter d'élaborer d'autres études. Le choix de la Chambre n'en est donc pas vraiment un. Le plan que nous proposons est un plan véritable qui crée de vraies places en garderie et profite aux travailleurs ordinaires du Canada.

Monsieur le Président, au cours des dernières années, les universitaires, les spécialistes, les lobbyistes, les chercheurs, les avocats et autres politiciens ont reçu énormément de financement au nom de la garde d'enfants. Ils ont déjà retiré leur argent du système. Mais maintenant, nous avons l'intention de mettre de l'avant une mesure législative afin d'aider les parents, les enfants et les familles directement. Et c'est le choix que nous avons dans ce Parlement. Les députés peuvent s'opposer, par un vote, à ce que les parents, les enfants et les familles reçoivent de l'argent s'ils le souhaitent. Par contre, notre gouvernement votera pour eux.

Garantir des délais d'attente raisonnables

Monsieur le Président, nous voulons également suivre une nouvelle feuille de route dans le domaine de la santé. Les Canadiens s'inquiètent de l'accessibilité des soins de santé. Ils se demandent pourquoi il faut tant de temps pour obtenir des interventions salutaires – alors que nous dépensons déjà tant d'argent en santé dans ce pays. Dans notre pays, l'État a pris une entente avec ses citoyennes et ses citoyens. S'ils paient leurs contributions à un système d'assurance public, ils sont censés obtenir les traitements médicaux nécessaires lorsqu'ils en ont besoin. Eh bien, les Canadiennes et les Canadiens ont honoré leur part de l'entente. Ils ont payé leurs impôts. Ils ont payé, encore et encore. Les Canadiens ont le droit de recevoir des traitements médicaux en temps opportun. Et ils ne devraient pas être obligés d'attendre indéfiniment pour obtenir des soins urgents. Nous allons donc agir tout de suite pour améliorer les choses – et les accélérer. Nous collaborerons avec les gouvernements provinciaux – et non contre eux – à élaborer une Garantie en matière de délais d'attente pour les patients. Pour bien comprendre la façon dont on procéderait, prenons pour exemple la garantie en matière de délais d'attente annoncée récemment par le gouvernement du Québec. Ce plan permettrait aux gens de se faire soigner, aux frais de l'État, dans des cliniques privées ou des installations publiques d'une autre région s'ils ne peuvent recevoir localement les soins médicaux dont ils ont besoin dans des délais cliniquement acceptables. Il s'agit, à mon sens, d'une nouvelle optique positive en matière de délais d'attente – qui reflète la nôtre à bien des égards. Et M. le Président, pour s'assurer que chaque ordre de gouvernement peut financer les services qu'il doit, nous reconnaissons que nous devons nous régler le problème du déséquilibre fiscal.

Accroître la sécurité de nos rues

Mais Monsieur le Président, les familles ne vivent pas en vase clos. Elles vivent en campagne, dans des villages ou dans de grands centres. Et ce qui arrive dans nos collectivités nous touche tous – pour le meilleur et pour le pire. Il est par conséquent important que nos collectivités soient fortes. Il est capital qu'elles soient des lieux où il fait bon vivre. Et il est crucial qu'elles soient sécuritaires. Malheureusement, beaucoup de Canadiens ne s'y sentent pas en sécurité, et avec raison. Les Canadiennes et les Canadiens nous ont dit qu'ils veulent réellement s'attaquer au problème de la criminalité. Et ils veulent mettre un terme à la violence liée aux gangs, aux armes de poing et aux drogues. Ils veulent de l'action – pas d'autres belles paroles. Et c'est ce que nous allons leur donner. Jour après jour, journaux et téléjournaux déversent leur lot croissant d'histoires de gangs, de violence armée et de trafic de drogues qui ont mal tourné. Et un trop grand nombre de Canadiens sont devenus d'innocentes victimes de crimes violents – simplement par qu'ils étaient au mauvais endroit au mauvais moment.

Monsieur le Président, ce n'est pas là une caractéristique du mode de vie canadien. Nous avons longtemps été fiers de la sécurité de nos rues – mais nous nous rendons compte que nous ne pouvons plus tenir pour acquis notre style de vie paisible et ordonné. Ils en ont marre de ces gangs qui règlent leurs comptes en plein jour. Ils n'en peuvent plus de ces fous dangereux au volant qui tirent à bout portant sur de parfaits innocents dans des rues bondées. Ils en ont marre des gouvernements qui semblent mieux prendre en compte les droits des criminels violents que les traumatismes et les souffrances des victimes. Et ils en ont franchement marre des gouvernements qui lient les mains des policiers et des juges au point que ceux ci sont incapables de faire leur travail. Ils en ont marre de voir leur qualité de vie se détériorer alors que les crimes violents se produisent dans leurs collectivités, leurs quartiers et les écoles que leurs enfants fréquentent. Ils en ont marre et ils veulent que nous agissions. Ce qui veut dire qu'il est également temps qu'Ottawa suive une nouvelle feuille de route lorsqu'il est question d'assurer la sécurité publique. Et c'est exactement ce que nous avons l'intention de faire – en nous attaquant au crime.

Pour commencer, nous mettrons fin à la pratique du gouvernement précédent d'accorder des peines peu sévères pour les crimes graves. C'est donc dire qu'on imposera des peines obligatoires minimales pour les crimes répétés, graves ou violents ou ceux pour lesquels on utilise une arme à feu. Nous durcirons le ton avec les trafiquants de drogue et les prédateurs sexuels qui s'en prennent à nos enfants. Nous mettrons plus d'agentes et d'agents d'application de la loi de première ligne dans les rues de nos collectivités. À partir de maintenant, la libération conditionnelle ne sera plus un droit, mais un privilège mérité. Et nous arrêterons d'investir des sommes exorbitantes dans un registre inefficace des armes d'épaule et le réinvestir dans des mesures réelles de contrôle du crime. Aussi M. le Président, nous investirons du nouveau financement fédéral dans les priorités en matière de justice criminelle – notamment les programmes pour les jeunes à risque.

Restaurer l'unité nationale

Enfin, Monsieur le Président, nous aurons besoin de tourner un certain nombre d'autres pages pour pouvoir bâtir un Canada meilleur. Par exemple rendre notre pays plus sécuritaire et renforcer son influence dans le monde.

Monsieur le Président, le Canada est un grand pays. C'est pourquoi nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'il soit plus fort, plus uni et, par-dessous tout, un exemple de liberté, de démocratie et de valeurs humaines partagées.

Monsieur le Président, le scandale des commandites a terni la réputation du fédéralisme au Québec. Réparer ce tort est manifestement un défi à relever pour notre nouveau gouvernement. Nous allons préconiser une nouvelle approche du fédéralisme, un fédéralisme d'ouverture : qui reconnaît les différences qui existent entre nos provinces et nos territoires – notamment la personnalité unique du Québec; et qui respecte les pouvoirs accordés à nos partenaires aux termes de notre constitution. Après tout, une des plus grandes forces du Canada réside dans le fait qu'il s'agit d'une fédération. Et nous reconnaissons que les provinces ont un rôle important à jouer dans les relations internationales lorsqu'il est question de leurs propres compétences. Un bon exemple est notre intention d'inviter le gouvernement du Québec à participer à l'UNESCO. Nous avons déjà accru la transparence du processus de nomination des juges à la Cour suprême – comme en témoigne l'examen de la candidature du juge Rothstein par un comité de la

Chambre des communes. De plus, nous allons présenter des mesures afin de moderniser le Sénat – une institution dont la réforme se fait attendre depuis trop longtemps.

Rétablir notre influence à l'étranger

D'autre part, nous allons renforcer la capacité de notre pays : de défendre notre souveraineté sur notre territoire; de protéger nos citoyens contre les menaces externes; d'assumer un rôle de chef de file sur la scène mondiale. Nous allons adopter une nouvelle politique de défense, « Le Canada d'abord », qui permettra de réparer les 13 années de négligence volontaire qu'ont subies nos forces armées et de préserver notre souveraineté de l'Atlantique jusqu'au Pacifique et à l'Arctique. Nous sommes toutefois conscients que le Canada n'est pas une île dans laquelle nous pouvons couler une vie paisible dans un splendide isolement. C'est la dure leçon que nous ont enseigné deux grandes guerres et que nous ont rappelé de manière saisissante les événements du 11 Septembre.

Plus récemment, j'ai eu l'occasion de constater par moi-même, dans la province de Kandahar en Afghanistan, le travail remarquable qu'accomplissent les troupes canadiennes qui défendent nos valeurs à l'étranger – souvent au péril de leur vie. Les Canadiennes et les Canadiens qui se trouvent là-bas offrent des services d'irrigation aux propriétaires de fermes familiales, d'éducation aux enfants et de micro-crédit aux femmes. Il s'agit du travail de nos agents de développement, coordonné par nos ressources diplomatiques et rendu possible grâce à nos forces de défense et de sécurité. Nous voulons que le Canada soit un acteur, au pays et à l'étranger, dans les grands dossiers de l'heure.

Une nouvelle feuille de route

Voilà donc notre programme, Monsieur le Président. Un programme de changement audacieux conçu pour tourner la page à Ottawa et ouvrir un chapitre entièrement nouveau dans l'histoire de notre pays. Nous voulons changer les choses pour vrai : en offrant un gouvernement axé sur l'ouverture et l'imputabilité; en réduisant les impôts; en s'attaquant au crime; en donnant aux parents une allocation pour la garde d'enfants; en assurant des délais d'attente médicalement acceptables; en renforçant l'unité nationale et en redonnant au Canada sa place dans le monde.

Voilà ce que nous avons promis. Et voilà ce que nous avons l'intention d'accomplir. Il reste qu'il s'agit bel et bien d'un programme ambitieux. Et qu'il ne sera pas facile de le mettre en œuvre. Mais l'effort en vaut assurément la peine. Quand nous aurons atteint notre objectif, nous aurons bâti un Canada meilleur. Et un avenir plus certain, où le Québec sera plus fort au sein de notre fédération. Nous allons accomplir ce programme dans notre intérêt et dans celui des nombreuses générations de Canadiens qui viendront après nous.